



# **Les salariés ne sont pas responsables de la dette ! Ils n'ont pas à la payer ! Retrait des plans d'austérité**

De 44 milliards d'euros en 1978, la dette publique est passée en 2011 à 1200 milliards d'euros. Chaque année, l'Etat paye plus de 50 milliards d'intérêts, soit l'équivalent de 20% de son budget. Depuis 1973, l'Etat ne peut plus emprunter auprès de la banque centrale mais uniquement auprès des marchés financiers. Cette logique a été maintenue avec le traité de Maastricht qui interdit à la banque centrale européenne de prêter de l'argent aux Etats. En 30 ans, la France aura versé 1400 milliards d'euros d'intérêt aux acteurs des marchés financiers.

Les marchés financiers servent de ressources financières pour les groupes industriels et de services, pour leur politique de redéploiement permanent.

La Société Générale et la BNP annoncent respectivement 1000 et 470 suppressions d'emplois. Total de son côté annonce 1700 suppressions d'emplois d'ici 2017, etc. PSA qui a déjà supprimé 20 000 emplois depuis 2004 annonce 5000 nouvelles suppressions d'emplois. Peugeot comme Renault font construire des voitures à l'étranger, là où les salaires sont plus faibles pour les réimporter en France. Les richesses créées par les salariés sont détournées par l'Etat pour aider les entreprises à capter le maximum de profit dans la lutte qu'elles se livrent au niveau international.

Au lieu d'obliger les entreprises à créer des richesses sur le sol national, le gouvernement réduit les dépenses publiques, comprime les salaires et les pensions... amplifie ainsi la dette.

Sous prétexte de favoriser la compétitivité des entreprises, l'Etat leur donne chaque année 70 milliards d'euros d'aides diverses sans aucune contrepartie (le crédit d'impôt recherche en est un exemple). Comme si cela n'était pas suffisant, il leur fait un cadeau de 170 milliards d'euros sous forme de réduction de cotisations sociales et de suppression de la taxe professionnelle.

Pour 2012, les députés ont voté un budget d'austérité. Après avoir sabré dans les dépenses utiles de l'Etat, ils ont appuyé lourdement sur les impôts et taxes qui frappent les salariés.

Dans le même temps, les efforts demandés aux plus aisés restent symboliques et les niches fiscales qui coutent 104 milliards sont laissées en l'état. Les entreprises du CAC 40 ont de leur côté versé 258 milliards de dividende.

La RGPP réduit l'emploi et les moyens dans la fonction publique, contribuant à réduire le service rendu à la population.

Le grand emprunt qui alimente les marchés financiers organise la recherche et l'enseignement supérieur autour des besoins des grands groupes industriels. Le financement 2012 des laboratoires par les organismes va encore se réduire. 8 universités sont en très grande difficulté financière. La précarité gangrène le travail.

**Le 13 décembre, les salariés de la recherche et de l'enseignement supérieur ont toutes les raisons comme tous les autres salariés de manifester contre l'austérité.**

*Villejuif, le 7 décembre 2011.*